

**CONVENTION-TYPE PREALABLE A L'ACCUEIL DE MINEURS  
PAR DES ASSISTANT(E) S MATERNEL(LE)S EN DEHORS DE LEURS DOMICILES PRIVES**

**Entre :**

les assistant(e)s maternel(le)s agré(e)s ci-dessous désigné(e)s

- ..... (civilité, prénom et nom),  
né(e) le ..... à....., demeurant ..... (n°, rue, CP et ville) ;
- ..... (civilité, prénom et nom),  
né(e) le ..... à....., demeurant ..... (n°, rue, CP et ville) ;
- ..... (civilité, prénom et nom),  
né(e) le ..... à....., demeurant ..... (n°, rue, CP et ville) ;
- ..... (civilité, prénom et nom),  
né(e) le ..... à....., demeurant ..... (n°, rue, CP et ville) ;

ci-après désigné(e) « les assistant(e)s maternel(le)s »,

d'une part,

**et**

la caisse d'Allocations familiales de... (dénomination)  
dont le siège est situé ..... (n°, rue, CP et ville),  
représentée par ..... (civilité, prénom et nom du représentant), en sa qualité de Directeur

ci-après désignée par « la Caf »,

d'autre part,

**et**

la caisse de Mutualité sociale agricole de ...(dénomination)  
dont le siège est situé.....(n°, rue, CP et ville),  
représentée par.....(civilité, prénom et nom du représentant), en sa qualité de Directeur

ci-après désignée par « la Msa »,

**et**

le conseil général de ..... (dénomination)  
dont le siège est situé ..... (n°, rue, CP et ville),  
représenté par ..... (civilité, prénom et nom du représentant), en sa qualité de .....

ci-après désigné par « le conseil général »,

**Il est convenu ce qui suit :**

## SOMMAIRE

---

<b>PREAMBULE</b> .....	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION</b> .....	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES</b> .....	<b>3</b>
ARTICLE 2.1. ENGAGEMENTS DES ASSISTANT(E)S MATERNEL(LE)S .....	3
Article 2.1.1. <i>En matière d'agrément</i> .....	3
Article 2.1.2. <i>Nombre d'enfants maximum pouvant être accueillis</i> .....	4
Article 2.1.3. <i>Gestion et assurance du local d'accueil</i> .....	5
Article 2.1.4. <i>Garantie de sécurité et de santé des enfants</i> .....	5
Article 2.1.5. <i>Qualité de l'accueil</i> .....	5
Article 2.1.6. <i>Contrat de travail</i> .....	6
Article 2.1.7. <i>Détermination des droits sociaux</i> .....	6
Article 2.1.8. <i>Statut du local d'accueil</i> .....	6
ARTICLE 2.2 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL GENERAL .....	7
ARTICLE 2.3 : ENGAGEMENTS DE LA CAF ET/OU DE LA MSA .....	7
<b>ARTICLE 3. : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION</b> .....	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4 : EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION</b> .....	<b>8</b>
<b>ARTICLE 5 : ECHANGE D'INFORMATION ENTRE LES PARTIES</b> .....	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE</b> .....	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 : OBLIGATION D'INFORMATION</b> .....	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 : RESPONSABILITE</b> .....	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES</b> .....	<b>11</b>

## **Préambule**

---

Afin de promouvoir la diversité des modes d'accueil de la petite enfance, l'article 108 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 prévoit la possibilité pour un(e) assistant(e) maternel(le) d'accueillir des mineurs dans un local tiers en dehors de son domicile.

Il s'agit d'une dérogation au principe défini à l'article L. 421-1 du Code de l'action sociale et des familles selon lequel l'assistant(e) maternel(le) est la personne qui, moyennant rémunération, accueille habituellement et de façon non permanente des mineurs à son domicile.

Cette dérogation permet à quatre assistant(e)s maternel(le)s au maximum d'exercer leur profession en dehors de leurs domiciles au sein d'un même local, étant précisé que le nombre maximum de mineurs susceptibles d'être accueillis ne peut pas être supérieur au nombre cumulé d'enfants indiqués sur chacun des agréments délivrés par le conseil général, sauf dérogation accordée par le Président du conseil général.

Les assistant(e)s maternel(le)s exercent cette possibilité sous réserve du respect des stipulations de la présente convention, laquelle constitue un préalable nécessaire aux termes de l'article 108 précité.

## **Article 1 : Objet de la convention**

---

La présente convention a pour objet de préciser les conditions d'accueil des mineurs lorsque des assistant(e)s maternel(le)s décident d'exercer leur profession en dehors de leurs domiciles privés au sein d'un local tiers, ainsi que les droits et obligations des signataires.

Ce local est situé (adresse).....

Conformément à l'article 108 précité, la présente convention ne comprend aucune stipulation relative à la rémunération des assistant(e)s maternel(le)s.

## **Article 2 : Rôle et engagements des parties**

---

### **Article 2.1. Engagements des assistant(e)s maternel(le)s**

Les assistant(e)s maternel(le)s reconnaissent être soumis(e)s aux dispositions du code du travail, du code de l'action sociale et des familles, du code de la sécurité sociale et du code général des impôts.

Chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s partie à la présente convention déclare avoir été individuellement agréé(e) par le conseil général au regard de son domicile, conformément à l'article L. 421-3 du Code de l'action sociale et des familles.

#### **Article 2.1.1. En matière d'agrément**

Les assistant(e)s maternel(le)s fournissent, lors de la signature de la présente convention, les agréments délivrés par le conseil général. Ces agréments figurent en annexe 1 de la présente convention.

La cessation d'activité, la suspension ou le retrait d'agrément de l'une ou de l'autre des assistant(e)s maternel(le)s emportent l'impossibilité d'exercer l'activité d'accueil d'enfants au sein du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

En cas de suspension de l'agrément de l'un(e) des assistant(e)s maternel(le)s, les droits et les obligations qu'il ou qu'elle tiendrait de la présente convention seront également suspendus et cesseront de produire leurs effets le temps de ladite suspension. Ses droits et obligations reprendront de plein droit à la levée éventuelle de la suspension.

Seuls les droits et les obligations figurant aux articles 5 à 7 de la présente convention continueront de produire leurs effets pendant cette période de suspension.

En cas de retrait de l'agrément de l'un(e) des assistant(e)s maternel(le)s, à la suite d'une période de suspension ou non, ou en cas de cessation d'activité pour quelque raison que ce soit, au sein du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, l'assistant(e) maternel(le) concerné(e) perd la qualité de partie à la présente convention.

Dans ce cas, la présente convention continuera de produire ses effets entre les autres assistant(e)s maternel(le)s, le conseil général et la Caf jusqu'au terme prévu à son article 3.

Toute cessation d'activité pour quelque raison que ce soit ou tout retrait d'agrément entraînant la résiliation de plein droit du lien conventionnel unissant l'assistant(e) maternel(le) aux parties signataires de la présente convention ou toute suspension d'agrément d'un(e) assistant(e) maternel(le), ne lui permettant plus d'exercer au sein du local mentionné ci-dessus, donnera lieu à la rédaction d'un avenant.

En cas de suspension ou de retrait d'agrément ou de cessation d'activité pour quelque raison que ce soit :

- aucune indemnité ne sera due à l'assistant(e) maternel(le) concerné(e) par les autres parties signataires de la présente convention ;
- chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s reconnaît être tenu(e) à une obligation générale d'information auprès des autres parties signataires de manière à ce que les assistant(e)s maternel(le)s non partie(s) à la présente convention puissent exercer en toute quiétude et librement leur profession et de garantir les meilleures conditions d'accueil des mineurs.

Durant cette période de suspension, les parties conviennent que le local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention peut accueillir un(e) autre assistant(e) maternel(le), dès lors que le nombre total d'assistant(e)s maternel(le)s reste égal ou inférieur à quatre. Dans ce cas, cet accueil devra être constaté par voie d'avenant, lequel précisera les dates d'exercice de cet(te) autre assistant(e) maternel(le). Cet avenant précisera également que cet(te) autre assistant(e)s maternel(le)s s'engage à bénéficier des droits et à respecter les obligations contenues dans la présente. Ces dates devront correspondre à la période de suspension de l'agrément du premier ou de la première assistant(e) maternel(le), sauf si cette suspension est suivie d'un retrait d'agrément.

En cas de reprise d'activité à l'issue d'une période de suspension d'un agrément d'un(e) assistant(e) maternel(le), les parties conviennent de formaliser cette reprise par voie d'avenant.

#### **Article 2.1.2. Nombre d'enfants maximum pouvant être accueillis**

Chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s s'engage à accueillir dans le local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention un nombre maximum d'enfants conforme au nombre prévu par son agrément.

Si le nombre d'enfants accueillis par un(e) assistant(e) maternel(le) se révélait supérieur à ce chiffre en cours d'exécution de la présente convention, le conseil général ou la Caf et/ou la Msa disposent de la faculté de la résilier sans préavis, dans les conditions prévues à l'article 3 ci-après.

### **Article 2.1.3. Gestion et assurance du local d'accueil**

Les assistant(e)s maternel(le)s s'engagent à fournir à la Caf et/ou la Msa ainsi qu'au conseil général un document précisant les modalités principales et collectives de gestion du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus dans le délai de quinze jours calendaires suivant la signature de la présente convention.

Ces modalités comprennent :

- les horaires d'ouverture du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention ;
- les conditions de préparation et de fourniture des repas, s'ils sont pris collectivement, dans le respect des prescriptions de droit commun applicables aux équipements de restauration collective ;
- la déclaration préalable d'activité de restauration collective, précisant la catégorie retenue, adressée à la direction départementale des services vétérinaires de la préfecture

Chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s déclare être assuré(e) pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il ou elle serait susceptible de causer de son fait ou du fait des enfants accueillis ainsi que de toute personne susceptible d'entrer dans le local à la demande d'un(e) assistant(e) maternel(le).

Chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s s'engage à communiquer une attestation de la police d'assurance au conseil général ainsi qu'à la Caf et/ou la Msa lors de la signature de la présente convention puis chaque année. Ces attestations figurent à l'annexe 2 de la présente convention.

En tout état de cause, la (les) franchise(s) éventuellement prévue(s) par les contrats d'assurance sera (seront) à la charge de chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s.

### **Article 2.1.4. Garantie de sécurité et de santé des enfants**

Le Président du conseil général demande les pièces justificatives de l'avis favorable de la commission consultative de sécurité incendie et d'accessibilité aux personnes handicapées, préalablement à l'autorisation d'ouverture au public délivrée par le maire de la commune d'implantation du local. Après avis favorable de cette commission, les assistant(e)s maternel(le)s s'engagent à ce que le local d'accueil continue de présenter des garanties de sécurité et de santé des enfants à compter de la signature de la présente convention et pendant toute la durée de son exécution, notamment en matière de sécurité-incendie.

Si un défaut de garantie devait se présenter en cours d'exécution, le conseil général, la Caf et/ou la Msa dispose de la faculté de résilier la présente convention dans les conditions prévues à son article 3.

### **Article 2.1.5. Qualité de l'accueil**

Les assistant(e)s maternel(le)s s'engagent à veiller au bien être des enfants ainsi qu'à leur développement physique et affectif en leur proposant des activités variées et adaptées à leur âge ainsi qu'à leur rythme à même de favoriser leur éveil et leur épanouissement.

Pour ce faire, chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s s'engage à respecter le règlement de fonctionnement établi en commun qui sera joint, en même temps que la présente convention, au contrat de travail signé avec chaque parent employeur.

Elles s'engagent à prévenir le médecin du service de protection maternelle infantile du conseil général de tout incident survenu à l'un des enfants qui leur est confié.

### **Article 2.1.6. Contrat de travail**

Dans le cadre d'un accueil régulier, chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s signe un contrat de travail dans le respect de la convention collective des assistants maternels du particulier-employeur avec les parents pour chaque enfant qu'il ou qu'elle accueille. Un parent peut signer un contrat de travail avec plusieurs assistant(e)s maternel(le)s suivant ses besoins.

Tout remplacement donne lieu obligatoirement à la signature d'un contrat de travail.

Chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s s'engage à ce que le contrat de travail passé avec les parents employeurs comporte une clause relative au lieu d'exécution dudit contrat aux termes de laquelle il est précisé que le lieu d'exécution du contrat de travail se situera dans les locaux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

Les assistant(e)s maternel(le)s s'engagent également à porter à la connaissance des parents l'existence de la présente convention et à leur fournir une copie lors de la signature des contrats de travail.

Dans le cadre d'un accueil ponctuel, en cas d'absence imprévue d'un(e) assistant(e) maternel(le), son remplacement est assuré, dans le respect des dispositions de l'article D. 421-17 du Code de l'action sociale et des familles, par un(e) autre assistant(e) maternel(le).

### **Article 2.1.7. Détermination des droits sociaux**

Les assistant(e)s maternel(le)s s'engagent à rappeler à leurs employeurs que les cotisations sociales et les droits sociaux qu'elles ouvrent sont calculés et établis individuellement pour chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s et non pour l'ensemble des assistant(e)s maternel(le)s exerçant au sein du local mentionné au premier article de la présente convention.

La Caf et/ou la Msa et le conseil général ne sauraient être tenus pour responsables de la moindre défaillance dans le calcul des cotisations sociales et l'ouverture des droits qui en découlent.

### **Article 2.1.8. Statut du local d'accueil**

En cas de mise à disposition du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention par une personne morale de droit public, les assistant(e)s maternel(le)s s'engagent à fournir au conseil général ainsi qu'à la Caf et/ou à la Msa, la délibération l'ayant autorisé. Cette délibération figure en annexe 4 de la présente convention.

En cas de location les assistant(e)s maternel(le)s s'engagent à fournir le contrat de bail, qui constituera l'annexe 4 à la présente convention.

En cas de création d'une association Loi 1901 ou une société civile immobilière (Sci) pour l'acquisition, la location ou la mise à disposition par un tiers du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s souscrit solidairement aux obligations qui en découlent notamment vis-à-vis des tiers.

Conformément à l'article 108 visé dans le préambule ci-dessus, la convention est signée entre la Caf et/ou la Msa, le Président du conseil général et, individuellement, par chacun(e)s des assistant(e)s maternel(le)s qui reconnaissent qu'en aucun cas, cette association ou Sci n'est partie à la présente convention.

Cette association ou Sci ne peut donc :

- se prévaloir d'aucun droit à l'encontre de la Caf et/ou de la Msa ni du conseil général et, notamment dans les relations qu'ils entretiennent avec les assistant(e)s maternel(le)s dans le cadre de la présente convention ;
- s'immiscer dans la relation conventionnelle entre les assistant(e)s maternel(le)s, le conseil général, la Caf et/ou la Msa ;
- exercer de recours, ni engager la responsabilité de la Caf, et/ou de la Msa ou du conseil général au regard de la présente convention et notamment dans les relations qu'ils entretiennent avec les assistant(e)s maternel(le)s à ce titre ;
- être employeur de l'assistant(e) maternel(le).

## **Article 2.2 : Engagements du conseil général**

---

Le Président du conseil général reconnaît avoir recueilli l'autorisation d'ouverture au public délivrée par le maire de la commune sur le territoire de laquelle est implanté le local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, avant de signer la présente convention.

Cet avis figure en annexe 5 de la présente convention.

Le conseil général s'engage à assurer sa mission de contrôle et à notamment veiller à ce que les conditions d'accueil garantissent la santé et la sécurité des enfants accueillis, sans préjudice des compétences d'autres instances, notamment la commission consultative de sécurité incendie et d'accessibilité aux personnes handicapées.

Le Président du conseil général reconnaît avoir agréé(e) les assistant(e)s maternel(le)s signataires de la présente convention pour accueillir dans le local mentionné à son article 1<sup>er</sup>, à titre exceptionnel, un ou plusieurs enfants en dépassement du nombre d'enfants autorisé par leur(s) agrément(s) individuel(s) sous réserve que les capacités d'accueil dudit local permettent cette extension, que la sécurité et la santé des enfants soit assurée et que le nombre d'enfants reste inférieur aux limites posées par l'article L. 421-4 du Code de l'action sociale et des familles.

Ces agréments figurent en annexe 1 à la présente convention.

Le conseil général s'engage à informer dans les meilleurs délais, les autres parties à la présente convention en cas de suspension ou de retrait d'agrément ou de cessation d'activité pour quelque raison que ce soit d'un(e) assistant(e) maternel(le).

## **Article 2.3 : Engagements de la Caf et/ou de la Msa**

---

La Caf et/ou la Msa s'engage(nt) à :

- continuer de verser aux familles ayant recours à une assistant(e) maternel(le) exerçant sa profession en dehors de son domicile le complément du libre choix de mode de garde (Cmg) de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), sous réserve qu'elles y aient droit ;
- inscrire, à la demande des assistant(e)s maternel(le)s exerçant en dehors de leurs domiciles, dans le site Internet « mon-enfant.fr » leurs coordonnées et le descriptif général de fonctionnement du local, lequel est le site des Allocations familiales et dont le slogan est « Et faire garder mon enfant devient plus simple ! »
- transmettre au relais assistant(e)s maternel(le)s du territoire le nom des assistant(e)s maternel(le)s et les coordonnées du local.

### **Article 3. : Durée, renouvellement et dénonciation de la convention**

---

#### **Article 3.1 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de signature figurant ci-dessous, sans possibilité de renouvellement tacite.

#### **Article 3.2 : Renouvellement de la convention**

Le renouvellement de la présente convention devra intervenir au plus tard trois mois avant son échéance sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, avec l'accord des autres, ou sur l'initiative conjointe de toutes les parties.

#### **Article 3.3 : Dénonciation de la convention**

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, en cas d'inexécution ou de non respect de ses stipulations.

La dénonciation de la présente convention par le conseil général, la Caf ou la Msa, et la dénonciation ou la cessation par tou(te)s les assistant(e)s maternel(le)s de toute activité dans le local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention entraîne pour ces derniers ou dernières l'impossibilité d'y exercer une quelconque activité d'accueil de jeunes enfants

La dénonciation par l'un(e) ou l'autre des assistant(e)s maternel(le)s n'entraîne pas la résiliation de la présente convention, laquelle continue de produire ses effets entre les autres parties signataires, à savoir le conseil général, la Caf et les autres assistant(e)s maternel(le)s.

En cas de décès de l'un(e) des assistant(e)s maternel(le)s, la convention continuera de produire ses effets entre les signataires.

Dans les deux cas, mentionnés aux alinéas 3 et 4, un avenant devra formaliser ce changement dans un délai de trois mois. Toutefois l'une ou l'autre des parties peut dénoncer la convention dans le même délai. Dans ce cas, cette dénonciation devra être constatée par avenant entre les autres assistant(e)s maternel(le)s, le conseil général, la Caf et/ou la Msa.

En cas de dénonciation de la présente convention, les assistant(e)s maternel(le)s seront tenu(e)s des engagements souscrits antérieurement vis-à-vis des tiers.

Conformément aux articles 2.1.2 et 2.1.4 ci-dessus, la présente convention peut être dénoncée par le conseil général ou la Caf ou la Msa, sans aucun préavis, formalisée par lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Dans tous les cas, la dénonciation de la présente convention doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

### **Article 4 : Exécution formelle de la convention**

---

Toute modification ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment déterminer les modifications apportées à la convention d'origine.



D'ores et déjà, les parties conviennent que la présente convention devra faire l'objet d'un avenant en cas de :

- suspension ou de retrait de l'agrément de l'une des assistant(e)s maternel(le)s ;
- cessation d'activité pour quelque raison que ce soit d'une assistant(e) maternel(le) au sein du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention ;
- de reprise d'activité après suspension de l'agrément de l'un(e) des assistant(e)s maternel(le)s ;
- en cas de modification de l'agrément de l'un(e) des assistantes(e)s maternel(le) s
- augmentation du nombre d'assistant(e)s maternel(le)s au sein du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une nouvelle règle de droit ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

#### **Article 5 : Echange d'information entre les parties**

---

Préalablement à tout échange de documents, d'informations, d'études ou de décisions, les parties à la présente convention s'engagent à respecter les dispositions législatives et réglementaires et notamment la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s transmet à la Caf et/ou la Msa la liste des familles qui l'emploient avec le nom de l'allocataire, le numéro d'allocataire, les noms, âges et lieux de résidence des enfants accueillis. Toute modification est portée à la connaissance de la Caf et/ou la Msa dans les huit jours. Ces informations sont transmises à l'adresse suivante :..... (compléter)

Chacun(e) des assistant(e)s maternel(le)s déclare au service de protection maternelle et infantile, dans les huit jours suivant l'accueil, les noms et âges des enfants qu'il ou elle accueille ainsi que les modalités de cet accueil. Un état récapitulatif des accueils en cours sera également transmis par chaque assistant(e) maternel(le). La modification de cet état est transmise par courrier à l'adresse suivante :..... (compléter).

#### **Article 6 : Confidentialité**

---

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel pour le conseil général ainsi que pour la Caf et/ou la Msa, au secret professionnel, à l'obligation de confidentialité et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, renseignements, contenu de fichiers, documents et décisions mis à leur disposition ou dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Chacune des parties s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable et écrit des autres parties dès lors qu'elles sont concernées par lesdits documents.

En conséquence, les parties s'engagent à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

## **Article 7 : Obligation d'information**

---

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement de toutes modifications de leurs conditions d'exercice, ou de celles affectant leurs statuts ou leurs missions.

## **Article 8 : Responsabilité**

---

Chacune des parties est responsable de tous les risques et litiges provenant de leurs propres activités ou missions et des informations échangées ainsi que de toutes obligations mises à leur charge dans le cadre de la présente convention.

Les assistant(e)s maternel(le)s sont responsables, notamment vis-à-vis des tiers et des familles qui les emploient de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit qui surviendraient au cours de la période d'accueil des enfants, notamment les dommages causés par ces derniers ou dont ils seraient victimes.

Les assistant(e)s maternel(le)s souscrivent une assurance couvrant leur responsabilité civile professionnelle à ce titre, y compris lors de remplacements mutuels temporaires dans le respect de conditions fixées à l'article 2.1.6.de la présente convention.

A compter de la signature de la présente convention, les assistant(e)s maternel(le)s sont également responsable de l'usage ou de l'utilisation des locaux mis à leur disposition par la collectivité territoriale de .....(compléter).

Le conseil général, la Caf et/ou la Msa ne peuvent être tenus pour responsable des dommages causés dans le cadre des missions des assistant(e)s maternel(le)s.

La responsabilité du conseil général, de la Caf et/ou de la Msa ne peut être recherchée ni engagée à l'occasion de l'exécution des contrats de travail passés entre les assistant(e)s maternel(le)s et les parents employeurs, des missions précitées, ainsi que de l'usage ou de l'utilisation des locaux.

La responsabilité de la Caf, de la Msa et/ou du conseil général ne peut être tout autant recherchée ni engagée en cas de non respect par les assistant(e)s maternel(le)s des articles 2.1.2 à 2.1.7 de la présente convention, notamment lorsque :

- le nombre d'enfants accueillis est plus élevé que ce qui est prévu ci-dessus ;
- la sécurité et la santé des enfants ne sont pas assurés par les assistant(e)s maternel(le)s ;
- les assistant(e)s maternel(le)s ne respectent pas les dispositions législatives et réglementaires du code du travail et du code de l'action sociale et des familles.

Lorsqu'en cas d'absence imprévue d'un(e) assistant(e) maternel(le) son remplacement est assuré exceptionnellement par un(e) autre assistant(e) maternel(le), la Caf et/ou la Msa ne peut être tenue pour responsable de tous dommages ou sinistres pouvant survenir au sein du local mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

La Caf et/ou la Msa ne peut être tenue pour responsable du contrôle, de la validation, de la garantie des relations ou du respect des engagements réciproques entre les assistant(e)s maternel(le)s et les parents employeurs d'une part et les assistant(e)s maternel(le)s et les collectivités territoriales ou le conseil général d'autre part, notamment dans le cadre de la signature du contrat de travail, de

l'agrément ou d'un éventuel financement.

Le conseil général s'engageant à ce que le local garantisse la santé et la sécurité des mineurs accueillis lors de la signature de la présente convention, la responsabilité des assistant(e)s maternel(le)s, de la Caf et/ou de la Msa ne peut être recherchée ni engagée à ce titre, sans préjudice des engagements des assistant(e)s maternel(le)s mentionnés à l'article 2.1.4 de la présente convention.

## **Article 9 : Règlement des litiges**

---

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable toute difficulté dans la mise en œuvre de la présente convention. Dans l'hypothèse où aucune solution ne serait trouvée, le litige sera porté devant les juridictions territorialement compétentes.

Cette convention comporte xx pages paraphées par les parties et sept annexes.

Fait à ....., en X exemplaires originaux, le ..... 2009

### **Pour les assistant(e)s maternel(le)s**

- Monsieur/Madame.....  
.....

- Monsieur/Madame.....  
.....

- Monsieur/Madame.....  
.....

- Monsieur/Madame.....  
.....

**Pour la Caf, son Directeur**

**Pour la Msa, son Directeur**

**Pour le conseil général, son  
Président**

Monsieur/Madame.....

Monsieur/Madame.....

Monsieur/Madame.....

- Annexe 1 :** Agréments des assistant(e)s maternel(le)s, délivrés par le Président du conseil général mentionnant la possibilité d'accueil dans le regroupement conventionné
- Annexe 2 :** Attestations de police d'assurance
- Annexe 3 :** Liste des familles et des enfants accueillis
- Annexe 4 :** Selon le cas, titre de propriété, délibération de la personne morale de droit public ou convention de mise à disposition, ou contrat de bail
- Annexe 5 :** Avis de la commune d'implantation
- Annexe 6 :** Avis favorable de la commission consultative de sécurité incendie et d'accessibilité aux personnes handicapées
- Annexe 7 :** Règlement de fonctionnement commun